



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

élections régionales

Question au Gouvernement n° 2049

Texte de la question

PRIORITÉS DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Jean-François Copé, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Jean-François Copé. Monsieur le Premier ministre, au lendemain de la sévère défaite qu'a connue notre majorité à l'occasion des élections régionales,...

Plusieurs députés du groupe SRC. Bravo !

M. Jean-François Copé. ...nous devons, comme cela doit se faire en pareille circonstance, tirer rapidement les leçons des messages qui nous ont été adressés par les Français. C'est un rendez-vous d'humilité, de vérité mais aussi de détermination.

Notre mission est à présent d'identifier ce que doit être dans les prochaines semaines le nouveau pacte majoritaire, au service des Français, répondant aux attentes qu'ils ont exprimées ainsi qu'à leurs légitimes inquiétudes dans le contexte de crise économique que nous connaissons.

Cela concerne les réformes vitales pour notre pays : réforme des retraites, baisse des déficits et de la dette. Ce sont aussi des rendez-vous liés à la question de l'emploi, parce qu'un taux de 10 % de chômage est une cote d'alerte, que connaissent d'ailleurs tous les grands pays européens, et contre laquelle il faut nous mobiliser. C'est enfin un rendez-vous sur les valeurs de la République : la sécurité, la laïcité, mais aussi les inquiétudes pour l'avenir exprimées, notamment, par la France rurale.

M. Henri Emmanuelli. Et l'égalité !

M. Jean-François Copé. Notre conviction est que, d'ici à deux ans, les Français attendent de notre majorité un bilan des actions que nous aurons conduites : en clair, des résultats.

Du côté de la gauche également, un rendez-vous est attendu par les Français, et il sera d'ailleurs intéressant d'en faire la confrontation.

Plusieurs députés du groupe SRC. La question !

M. Jean-François Copé. Pour nous, ce sera un rendez-vous de résultats ; pour la gauche, un rendez-vous de crédibilité. La gauche ne pourra désormais plus jouer à cache-cache avec les Français. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Il lui appartiendra de dire si elle est capable de gouverner, par exemple avec des Verts qui, hier soir encore - M. Hollande s'en souvient avec émotion -, nous ont expliqué qu'ils ne voulaient ni nucléaire ni nanotechnologies. Il faudra que la gauche ait dans ces domaines un rendez-vous de crédibilité. (*Mêmes mouvements.*)

M. le président. La parole est à M. François Fillon, Premier ministre.

M. Jean Glavany. Quelle est la question ?

M. François Fillon, *Premier ministre*. Mesdames et messieurs les députés, monsieur le président Copé, gouverner la France est difficile (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR*), nous ne sommes pas les premiers à en faire l'expérience. Et c'est plus difficile encore lorsque notre pays est confronté à une crise économique et financière aussi brutale que celle que nous avons connue. (*Mêmes mouvements.*)

Nous avons subi une défaite électorale, et cela signifie clairement que nous n'avons pas su convaincre. Nous devons examiner cette situation avec beaucoup d'humilité...

Un député du groupe SRC. Oui !

M. François Fillon, *Premier ministre*. ...et ajuster ensemble ce qui doit l'être.

M. Maxime Gremetz. Oh là là !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Mais je tiens à dire devant l'Assemblée nationale qu'avec le Président de la République nous ne transigerons pas sur la nécessité de moderniser notre pays. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*) Nous sommes soixante-cinq millions de Français dans un monde de six milliards d'êtres humains ;...

Un député du groupe SRC. Jusque-là, ça va !

M. François Fillon, *Premier ministre*. ...notre devoir est d'adapter notre organisation économique et sociale pour protéger les Français, leur mode de vie et leur prospérité.

M. Richard Mallié. C'est vrai !

M. Régis Juanico. Bouclier fiscal !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Dans ce contexte, l'action du Gouvernement s'orientera dans les prochaines semaines autour de trois priorités.

La première priorité est la croissance et l'emploi.

M. Jean-Yves Le Bouillonnet. Supprimez le bouclier fiscal !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Nous devons ajuster nos dispositifs de lutte contre le chômage, d'autant que celui-ci s'inversera dans la deuxième partie de 2010, comme l'ensemble des prévisionnistes nous le disent. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Nous devons voter dans les meilleures conditions la loi de modernisation de l'agriculture, parce que c'est un des éléments de réponse importants à la crise très grave que rencontre l'agriculture française. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Nous devons mettre en oeuvre très rapidement les investissements d'avenir. Je serai intransigeant sur l'affectation des 35 milliards d'euros que vous avez votés aux priorités décidées par le Gouvernement et la majorité parlementaire.

Nous devons de même amplifier les mesures en faveur du renforcement de la compétitivité de notre économie...

M. Jean Mallot. Bla-bla-bla !

M. François Fillon, *Premier ministre*. ...et, dans cet esprit, j'indique que les décisions que nous prendrons en matière de développement durable doivent être mieux coordonnées avec l'ensemble des pays européens, afin de ne pas creuser le déficit de compétitivité avec notre voisin allemand. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Notre deuxième priorité est la réduction des déficits. C'est une priorité absolue dans un contexte de crise financière en Europe. Cela signifie que nous poursuivrons la tenue des dépenses de l'État, la révision générale des politiques publiques, et que nous continuerons à ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP*), parce que c'est une nécessité absolue pour lutter contre les déficits. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Nous soumettrons au Parlement la réforme de l'organisation territoriale et, enfin, nous engagerons ensemble une réflexion, que j'espère la plus consensuelle possible, pour faire en sorte que nos régimes de retraites soient financés d'une façon à la fois juste et efficace.

M. Maxime Gremetz. La majorité à la retraite !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Enfin - troisième priorité -, nous voulons agir pour les deux piliers de notre pacte républicain que sont, d'une part, la sécurité, et, d'autre part, la laïcité et l'égalité entre les hommes et les femmes.

Pour la sécurité, il faut incontestablement inventer de nouvelles formes de lutte contre la délinquance et la violence qui s'adaptent, elles, en permanence à nos décisions. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe NC.*)

Quant à la laïcité, il faut trancher la question, qui est un symbole, du voile intégral.

M. Jean Glavany. Question centrale ! Aux élections régionales, il n'a été question que de la burqa !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Telles sont, monsieur le président du groupe UMP, les priorités du Gouvernement. Je souhaite remercier la majorité de son soutien. Avec le Président de la République, nous mettrons notre point d'honneur à respecter nos engagements, parce que l'honneur d'un responsable politique, c'est le courage et le respect de la vérité. (*Mmes et MM. les députés des groupes UMP et NC se lèvent et applaudissent. - Huées sur quelques bancs des groupes SRC et GDR.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-François Copé](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (6^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2049

Rubrique : Élections et référendums

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 24 mars 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 24 mars 2010